

LE TRAVAIL AFFRANCHI.

BUREAUX : RUE DES SAINTS-PERES, 16.

Ce Journal paraît tous les Dimanches. — Les manuscrits ne sont pas rendus.

PARIS, un an, 5 fr. — Six mois, 3 fr. 50. — Trois mois, 1 fr. 50.
DÉPARTEMENTS, un an, 7 fr. — Six mois, 3 fr. 50. — (Affranchir.)

Les bureaux sont ouverts tous les jours, de dix heures du matin à quatre heures du soir.

Les marchands trouveront des dépôts du *Travail affranchi* aux bureaux du journal :

Rue Coquillière, 15, et rue Notre-Dame-des-Victoires ;

Place de la Bourse ;

Et à la bourse des journaux.

On s'abonne : pour les départements, en envoyant un mandat sur la poste, franc de port, à l'adresse de l'administrateur.

SOMMAIRE : Grève des boulangers. — Commentaires historiques sur la Constitution. — Travail à la tâche, simples questions à l'Assemblée. — Rapport de M. Blanqui aîné. — Enseignement musical. — Assemblée générale des délégués des corporations. — Variétés : l'Eden est-il possible ? — Feuilleton : Histoire politique et philosophique des Abeilles. — Mouvement socialiste. — Statuts de l'association des ouvriers et ouvrières en chemiserie.

GRÈVE DES BOULANGERS.

Encore des scènes de violence et de désordre occasionnées par les bureaux de placements ! Quand donc en finira-t-on une bonne fois avec cette honteuse industrie des intermédiaires parasites ? Quand se décidera-t-on à mettre un terme aux abus ?

Quelque temps après la révolution de février, le préfet de police prit un arrêté qui ordonnait la fermeture des bureaux de placement. C'était une mesure bonne ou mauvaise, peu importe ; quant à nous, nous croyons qu'il y avait mieux à faire et qu'il était facile d'arriver à contenter à la fois les ouvriers et les patrons, en donnant aux uns et aux autres des garanties sérieuses d'ordre et d'impartialité.

Cet arrêté fut d'abord mis à exécution, mais bientôt après les placeurs ouvrirent de nouveau leurs infâmes boutiques. L'autorité eut tort de laisser faire, de laisser violer l'arrêté. Si cet arrêté était mauvais, il fallait le rapporter ; mais tant qu'il n'avait pas été rapporté, il fallait en surveiller l'exécution rigoureuse.

Les ouvriers boulangers, s'autorisant de cet arrêté de police, ont voulu forcer les placeurs à fermer boutique ; ils ont, en outre, interdit aux ouvriers d'aller se faire inscrire chez les placeurs.

Ici les ouvriers ont eu tort à leur tour ; il ne leur appartient point d'empiéter sur les attributions de l'autorité. Ils pouvaient se plaindre de l'inexécution de l'arrêté, mais ils devaient se borner là, après avoir mis la police en demeure.

Les ouvriers boulangers ont fait plus mal encore : ils se sont portés à des voies de fait contre plusieurs de leurs camarades. Rien ne saurait excuser l'emploi de la force là où on ne doit agir qu'à l'aide de la persuasion.

A notre sens, les réclamations des ouvriers boulangers sont fondées, mais ils ont compromis une cause juste en recourant à la violence.

Et maintenant nous dirons à l'autorité de prendre un parti décisif pour prévenir le retour de ces scènes de désordre. Il ne s'agit pas seulement d'arrêter quelques perturbateurs, puis de les livrer aux tribunaux ; il faut ôter tout prétexte à de pareils événements, en faisant disparaître les causes de l'irritation.

L'autorité hésite entre le laisser faire et la

réglementation ; elle s'abstient quand elle devrait prendre l'initiative, et n'intervient jamais que pour réprimer. Il est temps de procéder d'une autre façon.

Il y a aujourd'hui des placeurs payés par les maîtres et d'autres placeurs payés par les ouvriers. Ces boutiques rivales sont constamment en guerre et fomentent le trouble. Il faut y porter bon ordre.

Si vous ne vous croyez pas en droit d'interdire aux intermédiaires leur honteux métier, avisez du moins à rendre ce métier inutile.

Ouvrez un bureau où patrons et ouvriers viendront faire inscrire les offres et les demandes ; et mettez à la tête un fonctionnaire nommé par vous, placé, par conséquent, dans des conditions de complète indépendance et de parfaite impartialité vis-à-vis des ouvriers et vis-à-vis des patrons. Invitez tous ceux qui auraient à se plaindre de votre agent à vous transmettre leurs griefs, puis sévissez, s'il y a lieu, contre le fonctionnaire indigne ou incapable.

Pour couvrir les frais de bureau, pour payer les appointements de l'employé sans surcharger le budget de la ville ou de l'Etat, établissez un droit modique d'inscription et faites-le percevoir sur les patrons et sur les ouvriers. En un mot, régularisez les bureaux de placement et réservez-vous la haute surveillance. Vous couperez court à tous les abus, et vous accorderez une protection égale aux intérêts des ouvriers et aux intérêts des patrons.

Ce système sera accepté volontiers par les deux parties ; les placeurs actuels trouveront seuls à redire. Reste à savoir si les prétentions de quelques écumeurs de salaires peuvent être sérieusement opposées à l'intérêt public.

Nous demandons que ce système soit appliqué à toutes les professions aujourd'hui exploitées par l'industrie des placeurs.

On ne peut assez s'étonner que tous les hommes, particulièrement les agronomes, ne parlent des grands propriétaires de terre qu'avec un amour et un respect vraiment superstitieux ; qu'ils les regardent comme les colonnes de l'Etat, l'âme de la société, les pères nourriciers de l'agriculture, tandis que, le plus souvent, ils prodiguent l'horreur et le mépris aux prêteurs d'argent, qui font exactement le même service qu'eux. Un gros bénéficiaire, qui vient de louer sa ferme exorbitamment cher, se croit un homme très habile, et, qui plus est, très utile ; il n'a pas le moindre doute sur sa scrupuleuse probité, et il ne s'aperçoit pas qu'il fait exactement comme l'usurier le plus âpre, qu'il condamne sans hésitation et sans pitié. Peut-être même son fermier, qu'il ruine, ne voit pas cette parfaite similitude, tant les hommes sont dupes des mots.

(DESTUTT DE TRACY. *Eléments d'idéologie.*)

COMMENTAIRES HISTORIQUES SUR LA CONSTITUTION.

(Suite. — Voir le numéro du 7 janvier.)

II

LE DROIT AU TRAVAIL DANS LA GRANDE BRETAGNE ;
LE DROIT A L'ASSISTANCE ; LE DROIT A LA PRISON.

Dans les temps modernes, le droit au tra-

vail a été proclamé en Angleterre sous le règne d'Elisabeth. Mais les lords anglais, comme les patriciens de Rome, ont su éluder, puis dénaturer la loi ; et le droit au travail a dégénéré en droit à l'assistance d'abord, ensuite en droit à la prison ; enfin le droit à la prison est devenu lui-même un privilège.

Quand le protestantisme fut converti en religion d'Etat, on confisqua tous les biens du clergé catholique, des abbayes et des couvents qui se chargeaient autrefois de nourrir les pauvres, de distribuer des aumônes, et l'on indemnisa les malheureux en décrétant la charité légale à titre de compensation.

L'acte 43 du règne d'Elisabeth, qui a été pendant longtemps, jusqu'en 1834, le code du paupérisme, était ainsi conçu :

« Les inspecteurs des pauvres prendront les mesures nécessaires, de concert avec les juges de paix, pour faire travailler tous les enfants que leurs parents ne seront pas en état d'élever, ainsi que toutes les personnes mariées ou non, qui n'ont ni fortune ni gagne-pain. Ils lèveront, par semaine ou autrement, une taxe sur les habitants et propriétaires de terres de leurs paroisses, suffisante pour se procurer le lin, le chanvre, le fil, le fer et les autres articles de manufactures nécessaires pour donner aux pauvres de l'ouvrage. »

Ce texte consacre en termes formels, non pas seulement le droit au travail, mais encore le droit aux instruments de travail.

Comment cette charte du peuple a-t-elle été convertie plus tard en un moyen d'exploitation contre le peuple ? Comment cette garantie du travail a-t-elle eu pour effet de mettre le travail et les salaires au rabais, de créer le paupérisme ? Les ouvriers anglais sont les producteurs par excellence : comment ont-ils été réduits à toutes les extrémités de la détresse ? Ils ne travaillaient donc pas ? Ils travaillaient jusqu'à quinze heures par jour, et avec une énergie sans pareille sur le continent. Leur travail était donc stérile ? Non, puisque l'Angleterre est la nation la plus opulente de toutes les nations du globe. Ils ne travaillaient peut-être pas à leur profit ? Eh non ! sans aucun doute ; ils travaillaient au profit d'autrui ; ils travaillaient à s'appauvrir, et plus ils travaillaient, plus ils étaient misérables. Voilà pourquoi il a fallu dépenser en une seule année jusqu'à 350 millions pour acquitter le budget de charité publique.

L'extrême opulence d'un petit nombre de familles privilégiées n'explique-t-elle pas déjà la misère des classes laborieuses ? Des ducs et pairs ont jusqu'à 3 et 4 millions de rente ! Trois millions de rentes cela représente le produit net de combien de travailleurs ? Cherchez, calculez le produit total du Royaume-Uni, divisez-le par le nombre des habitants et vous pourrez savoir approximativement

ment combien il faut de misérables pour faire un lord à 3 millions de rente. D'autres pairs possèdent des provinces entières dont ils dépensent à eux seuls le revenu net. Comment voulez-vous que les cultivateurs échappent à la pauvreté et au joug du salariat ? Plus ils travaillent, plus la rente ou le fermage hausse au profit du landlord, ou plus le bénéfice du maître fermier augmente ; mais leur condition à eux ne change pas.

Ah ! si l'Angleterre était restée toujours fidèle aux principes posés dans ce quarante-troisième acte du règne d'Elisabeth, si l'on s'était contenté d'assister les invalides et les infirmes, si l'on avait toujours fourni de l'ouvrage aux bras inoccupés, facilité aux pauvres les moyens de gagner leur vie en travaillant, et si on leur avait seulement abandonné la moitié ou le quart des fruits de leur travail, si l'on avait eu soin de diriger les bras sans emploi vers l'agriculture principalement pour augmenter la quantité des substances, et non pas uniquement vers l'industrie où la production est bientôt devenue surabondante, l'Angleterre n'aurait pas été envahie par le paupérisme, n'aurait pas compté 1 pauvre sur 3 habitants ; la charité légale n'aurait pas absorbé des centaines de millions chaque année ; enfin l'on n'aurait pas eu besoin de recourir à la terreur pour combattre la misère, pour *dépaupériser* le pays ; l'on n'aurait pas eu besoin de décréter cette exécrable loi de 1834 qui fera à tout jamais la honte de la Grande-Bretagne.

La loi de 1834 a mis à la charité des conditions si dures que les misérables aiment mieux parfois mourir de faim que d'être assistés, que de vivre dans le bagne inventé par les philanthropes et nommé maison de travail. La loi de 1834 a réduit les dépenses en supprimant les secours, cela est vrai ; mais elle n'aurait pu réduire le nombre des pauvres qu'en réduisant le nombre des vivants, à peu près comme la suppression des tours chez nous a réduit le nombre des enfants trouvés. (J'entends le nombre des enfants nourris aux frais de l'Etat ou des communes, et non pas le nombre des naissances ou des conceptions, car la différence s'explique par les avortements et par les infanticides) ; enfin cette loi maudite a empiré la condition des malheureux. Mais revenons.

L'acte 43 ne disait point que les pauvres seraient nourris et entretenus dans l'oisiveté aux frais de la paroisse. Il disait seulement qu'il leur serait fourni *du travail et des instruments*, afin qu'ils pussent se nourrir et s'entretenir eux-mêmes, ce qui est bien différent. Celui qui produit par son travail de quoi pourvoir à ses besoins et aux besoins de sa famille n'est à charge à personne. Sans doute la paroisse était tenue de faire *des avances* ; mais comme un homme valide peut toujours produire plus qu'il ne consomme, quand son activité est convenablement dirigée, les capitaux avancés reparaissent avec augmentation dans le travail accompli, au lieu d'être perdus, anéantis, improductivement dépensés ; et le travailleur, après avoir vécu et nourri sa famille, contribue encore à l'accroissement de la richesse générale, à l'augmentation du capital de son pays. Celui qui vit de l'aumône, au contraire, qui vit oisif et consomme sans produire, appauvrit la société sans compensation.

Si donc, au lieu de dépenser les milliards de la taxe des pauvres à nourrir des indigents

dans l'oisiveté, d'une part, à subventionner les propriétaires, les fermiers et les manufacturiers, de l'autre, l'Angleterre avait consacré directement la millionnième partie de ces capitaux à la production agricole, par exemple, et à fournir aux pauvres mêmes des instruments de travail ; si elle avait, en outre, retenu sur le produit brut l'intérêt de ces avances, plus une faible prime d'amortissement chaque année, abandonnant aux travailleurs la totalité du produit net..., les pauvres seraient devenus riches avec le temps, auraient pourvu à leur entretien et à l'entretien de leurs familles, sans recourir de nouveau à la charité ; ils auraient remboursé à la longue toutes les avances, en intérêts et principal, puis créé de nouvelles richesses....., et ainsi de suite à tout jamais.

Mais l'acte 43 ne tarda pas à être faussé en principe, à être dénaturé dans l'application. On s'efforça de faire tourner au profit des capitalistes, des landlords ou seigneurs terriens, des spéculateurs et des marchands, la loi décrétee en faveur des pauvres ; on convertit le droit au travail en simple droit à l'assistance, en subvention indirectement donnée aux entrepreneurs d'industrie agricole et d'industrie manufacturière, et de là est venue la misère chronique et endémique de la population laborieuse.

Ce n'est point le droit au travail, c'est le droit à l'assistance qui a créé, puis développé le paupérisme proprement dit, qui a transformé le mal accidentel de la misère en fléau permanent et inévitable ; c'est le droit à l'assistance mal réglé et mal défini, qui a gonflé le budget de la charité légale outre mesure, sans profits pour les pauvres et au préjudice des travailleurs.

Voici comment :

Les spéculateurs comprirent qu'il leur serait facile de tirer un immense parti de la loi des pauvres, et ils s'empressèrent de dire aux administrations paroissiales :

« Au lieu de constituer à grands frais un capital suffisant pour alimenter le travail de vos pauvres, accordez-nous une simple subvention, et nous nous chargerons de fournir de l'ouvrage aux bras inoccupés. » Les paroisses acceptèrent. Plutôt que de réunir un fonds productif dont elles auraient pu percevoir l'intérêt, elles s'engagèrent à payer chaque année une contribution improductive, une contribution qui devait nécessairement aller grossissant de plus en plus. Elles raisonnèrent absolument comme nos législateurs : elles préférèrent une *dépense stérile* à un *placement avantageux* ; elles aimèrent mieux servir à leurs dépens l'intérêt d'un capital quelconque, que d'avancer le *capital* même pour en toucher les arrérages..... par *économie* !!

A dater de ce jour, la théorie du travail au rabais fut introduite dans la Grande-Bretagne, pour le malheur des ouvriers anglais et de tous les ouvriers du globe ; car les misérables sont partout solidaires dans la détresse, car la misère engendre forcément la misère. Au lieu de travailler pour leur propre compte et de se racheter de l'indigence à force de sueurs et de courage, les pauvres anglais travailleront à la sous-enchère comme salariés, au profit exclusif des entrepreneurs, aux dépens des contribuables ; et le prix de la main-d'œuvre sera partout avili ; et la taxe créera désormais plus de pauvres qu'elle n'en pourra jamais soulager ; et les pauvres anglais fe-

ront une concurrence meurtrière aux travailleurs de tous les pays, et les misérables d'Irlande viendront, pressés par la faim, sous-enchérir encore contre les misérables d'Angleterre, leur enseigner à se passer de viande et de pain, à vivre de pommes de terre et de racines comme les animaux ; et le salaire baissera toujours davantage par suite de la compétition des affamés d'Irlande, d'une part, de tous les ouvriers sans emplois, de tous les ouvriers supplantés par la mécanique, de l'autre ; et les marchandises anglaises, fabriquées à de telles conditions, en quantités innombrables, encombreront tous les marchés et tous les entrepôts de l'univers, feront partout tomber les prix ; et tous les manufacturiers du continent, pour soutenir cette terrible concurrence, pour échapper à la ruine, seront obligés de produire aussi à bon marché, de surbaisser le taux des salaires ; et la consommation diminuera bientôt par l'appauvrissement du peuple des consommateurs, en même temps que la production ira toujours croissant de plus en plus ; et l'industrie sera en proie au désordre, aux crises permanentes ; et le paupérisme, comme un immense cancer, s'étendra sur le monde, déposant partout le germe des révolutions sociales.....

Le germe a poussé, a grandi dans notre vieille Europe, depuis trente ans ; il commence à poindre en Amérique, et il est infiniment probable que tous les pays civilisés, avant la fin du dix-neuvième siècle, connaîtront les fruits de la misère.

Savaient-ils bien ce qu'ils faisaient, ces législateurs et ces hommes d'état qui ont voulu récemment importer chez nous le droit à l'assistance pour les hommes valides, tandis qu'ils repoussaient avec obstination le droit au travail comme trop onéreux ? Assurément, ils ne se doutaient pas qu'ils allaient engager la France dans cette voie funeste d'où l'Angleterre n'a pu et ne pourra jamais sortir...

Nous avons dit ce qui était arrivé à Rome, sous la République et sous l'Empire, par suite du refus du droit au travail ; nous dirons ce que le droit à l'assistance a produit dans la Grande-Bretagne, et nous essaierons de faire comprendre à ceux qui sont aujourd'hui chargés des destinées de la France, qu'il est temps d'enrayer sur la pente de l'erreur, si nous ne voulons tomber dans le gouffre sans fond du paupérisme.

FRANÇOIS VIDAL.

(La fin au prochain numéro.)

La commission de la loi sur la presse a nommé M. Coralli pour son rapporteur. On assure que la majorité de la commission s'est prononcée pour les principes suivants :

Suppression du timbre ; suppression du cautionnement ; suppression du brevet d'imprimeurs ; Responsabilité des rédacteurs en chef pour tous les articles qui ne seront pas signés.

Le gouvernement a présenté à l'Assemblée un projet de décret tendant à renvoyer devant la haute cour de justice les prévenus du 15 mai.

Le Président de la République a choisi pour candidats à la vice-présidence les citoyens Boulay (de la Meurthe), Baraguay-d'Williers, et Vivien.

TRAVAIL A LA TACHE.—INÉGALITÉ DE SALAIRES.

Aux représentants du peuple.— Simples questions.

Citoyens représentants,

La majorité d'entre vous a fait justice des fausses théories, s'est hautement prononcée : 1° pour le travail aux pièces ou à la tâche contre le travail à la journée ; 2° pour l'inégalité des salaires contre l'égalité.

Je demande pourquoi vous ne mettez pas en pratique les vrais principes, pourquoi vous souffrez que les représentants soient payés à la journée, qu'ils travaillent ou qu'ils ne travaillent pas ? Pourquoi ils ne sont pas payés aux pièces ou en raison de la besogne accomplie ?

Je demande, en outre, pourquoi le salaire est le même pour tous ? Pourquoi la rétribution de chacun n'est pas proportionnée à son travail, à son zèle, à son habileté, à son talent ? Je ne parle pas de la fortune.

Votre règlement est contraire aux saines doctrines et semble donner raison aux utopistes.

(Un ouvrier.)

RAPPORT DE M. BLANQUI AINÉ

Sur la situation des classes ouvrières.— Avec édifiant.

Une des accusations que nous adressent le plus souvent les optimistes, est d'exagérer à plaisir les souffrances des classes laborieuses, et d'on sait que, pour couper court à nos *déclamations intéressées*, l'Académie des sciences morales et politiques, conservatrice des bonnes doctrines, a chargé M. Blanqui aîné de faire une enquête sur la situation de ces bienheureux ouvriers. Or, le rapport de M. Blanqui vient de paraître, et nous en extrayons les passages qui suivent ; nous sommes en Normandie, à Rouen :

Il s'agit de signaler les points les plus vulnérables de la constitution industrielle.

Les plus affligeants sont l'insalubrité des logements et l'abus du travail des enfants dans les manufactures. C'est par là que le mal se perpétue de génération en génération, attaquant l'enfance dans sa fleur, et créant une population malade, souffreteuse, à qui manque tout à la fois la force physique et la valeur morale. Quelques efforts que puissent faire le gouvernement et les communes, quelques lumières qu'ils essayent généreusement de répandre, tant que l'enfant ne pourra naître et vivre dans une habitation salubre et tolérable, tant qu'il sera attaché prématurément à la glèbe de l'atelier, au lieu d'aller à l'école, il n'y a rien à espérer pour l'amélioration physique et morale des classes ouvrières.

L'état vraiment déplorable des logements d'ouvriers dans la ville de Rouen, et surtout dans le quartier Martainville, appelle une réforme radicale, énergique, prochaine, au nom de la pudeur et de l'humanité. Profondément convaincu de l'influence décisive que cette réforme exercerait sur les populations manufacturières, je me suis résolu à signaler le mal dans son horreur et à faire un appel parti du fond de l'âme à tous les hommes d'honneur, à toutes les mères de famille, pour conjurer ce fléau trop peu connu jusqu'aujourd'hui. Il ne suffit pas de dire aux ouvriers qui s'égarent, de rudes vérités ; il ne faut pas dissimuler non plus les circonstances atténuantes dans ce terrible procès qui s'agit entre la société tout entière et quelques centaines de milliers d'hommes exaspérés contre elle par le malheur et par la souffrance.

Oui, il existe à Rouen, et nous en verrons bientôt de plus horribles à Lille, des repaires mal à propos honorés du nom d'habitations, où l'espèce humaine respire un air vicié qui tue au lieu de faire vivre, qui attaque les enfants sur le sein de leur mère, et qui les conduit à une décrépitude précoce, au travers des maladies les plus tristes, les scrofules, les rhumatismes, la phthisie pulmonaire. Les pauvres enfants qui échappent au vice dans ces mortelles demeures finissent par tomber dans l'imbécillité. Quand ils parviennent à vingt ans on n'en trouve pas dix sur cent capables de devenir soldats : la misère, les privations, le froid, le mauvais air, le mauvais exemple les ont amaigris, atrophiés, corrompus, démoralisés. Il n'est

pas jusqu'aux noms de ces quartiers maudits qui n'inspirent le dégoût : c'est la rue de la *Paresse*, l'impasse du *Cloaque*, et autres semblables, dont l'intérieur est inconnu, si ce n'est de quelques personnes bienfaisantes qui bravent, pour y pénétrer, les plus vives répugnances.

On n'entre dans les maisons que par des allées basses, étroites et obscures, où souvent un homme ne peut se tenir debout. Les allées servent de lit à un ruisseau fétide chargé des eaux grasses et des immondices de toute espèce qui pleuvent de tous les étages et qui séjournent dans de petites cours mal pavées, en flaques pestilentielles. On y monte par des escaliers en spirale, sans garde-fous, sans lumière, hérissés d'aspérités produites par des ordures pétrifiées, et on aborde ainsi de sinistres réduits, bas, mal fermés, mal couverts, et presque toujours dépourvus de meubles et d'ustensiles de ménage.

Le foyer domestique des malheureux habitants de ces réduits se compose d'une litière de paille effondrée, sans draps ni couvertures, et leur vaisselle consiste en un pot de bois ou de grès écorné qui sert à tous les usages. Les enfants plus jeunes couchent sur un sac de cendres ; le reste de la famille se plonge pêle-mêle, père et enfants, frères et sœurs, dans cette litière indécrite, comme les mystères qu'elle recouvre. Il faut que personne en France n'ignore qu'il existe des milliers d'hommes parmi nous dans une situation pire que l'état sauvage, car les sauvages ont de l'air, et les habitants du quartier Saint-Vivien n'en ont pas !

Ces misérables loyers se paient depuis 60 centimes jusqu'à 2 fr. par semaine. Il n'y a presque jamais de carreaux aux fenêtres, et les rez-de-chaussées sont parfois si humides que leurs parois sont tapissées de mousse. Dans plusieurs rues situées le long du ruisseau connu sous le nom d'*eau de Robecq*, on voit jaillir de petites sources aux portes des maisons, quand l'eau ne s'écoule pas le long des murs. Les propriétaires, souvent aussi pauvres que leurs locataires, ne font jamais de réparations, et ces affreuses maisons deviennent ainsi de jour en jour plus insalubres et plus meurtrières.

L'autorité a fait de vains efforts pour y introduire quelques mesures de propreté ; mais le seul parti à prendre est la démolition, devant laquelle la bienfaisance municipale a reculé jusqu'ici, n'osant point appliquer le principe de l'expropriation pour cause d'utilité publique. Serait-il donc permis de louer des logements qui tuent, quand il est défendu de vendre des aliments insalubres ? L'autorité hésite-t-elle à interdire la circulation sur un point quand elle y est dangereuse ? Ne condamne-t-on pas tous les jours, dans nos ports, des vaisseaux de fort bonne apparence, parce qu'ils sont reconnus incapables de tenir la mer ? Ces mesures salutaires sont-elles des atteintes portées à la propriété, et le principe sacré de la propriété ne se fortifie-t-il pas tous les jours par les sacrifices mêmes qu'on lui impose dans l'intérêt général ?

Nul ne saurait estimer à leur juste valeur les avantages de la destruction complète du fléau des mauvais logements. C'est là que commencent la dissolution de la famille et toutes les misères qu'elle traîne à sa suite. Le père se hâte de fuir ces lieux inhabitables et cherche dans les cabarets un asile contre l'horreur qu'ils lui inspirent. La femme seule y demeure avec ses enfants, quand la faim ne la force pas de les abandonner à la garde des uns des autres ou de quelque voisine charitable. Le mari ne rentre que pour gémir ou gronder et s'habitue peu à peu à des violences qui mettent au désespoir la partie la plus faible et la plus malheureuse de la famille...

J'ai étudié avec une religieuse sollicitude la vie privée d'une foule d'ouvriers, et j'ose affirmer que l'insalubrité de leurs habitations est le point de départ de toutes les misères, de tous les vices, de toutes les calamités de leur état social. Il n'y a pas de réforme qui mérite à un plus haut degré l'attention et le dévouement des amis de l'humanité. C'est par celle-là qu'il faut commencer ; presque toutes les autres en découleront comme d'une source naturelle : sans celle-là, toutes les autres seront inutiles ou insuffisantes. A peu d'exceptions près, on pourrait juger de la valeur morale d'une famille d'ouvriers, par la seule inspection du local qu'elle habite. Les ouvriers du midi de la France, infiniment mieux partagés que ceux du nord, nous offriront à cet égard des sujets de comparaisons décisifs...

Les mêmes causes peuvent toujours produire les mêmes effets. Les foyers de sédition ne sont pas tous éteints...

Oui, nous avons assisté à d'étranges saturnales

depuis dix mois ; mais n'avions-nous pas trop fermé les yeux depuis dix ans ? Le mal qui nous dévore n'est pas seulement endémique et propre au régime manufacturier de la Seine-Inférieure. Nous allons le retrouver plus affligeant et plus digne de méditation dans le département du Nord.

Nous demandons à tous les honnêtes gens, à tous les amis sincères de l'humanité, ce que deviennent, en présence de pareils aveux et d'un aussi épouvantable tableau des misères de l'ouvrier, les reproches d'exagération et de mauvaise foi si souvent adressés aux socialistes. Et remarquez que M. Blanqui aîné, qui dit avoir étudié avec soin la situation des ouvriers des différents centres industriels de France, nous promet, pour l'industrie de Lille, des détails plus horribles encore que toutes ces horreurs de Rouen.

Une chose presque aussi curieuse que ce tableau hideux des misères de l'ouvrier, c'est la persévérance de M. Blanqui, l'économiste, dans sa foi aux doctrines de concurrence anarchique qui ont engendré ces misères si éloquemment décrites par M. Blanqui, l'historien.

ENSEIGNEMENT MUSICAL.

Notre journal est impitoyablement fermé aux réclames de la boutique et du charlatanisme ; il est largement ouvert, au contraire, à toutes les communications empreintes d'un cachet d'utilité publique. C'est à ce titre que nous publions la lettre suivante qui nous est adressée par M. le docteur Emile Chevé, professeur de musique vocale, et l'un des plus courageux propagateurs de l'enseignement populaire. Quelques-uns de nos lecteurs ignorent peut-être que M. Emile Chevé et M. Aimé Paris sont les disciples et les continuateurs de Galin, dont la méthode d'enseignement musical a pour effet de transformer une étude autrefois fastidieuse et pénible en une étude éminemment attrayante, et de mettre à la portée des classes pauvres une source de jouissances intellectuelles jadis exclusivement réservées aux classes riches. Inutile d'ajouter que, pour cette dernière cause, la méthode Galin-Paris-Chevé a été mise jusqu'à ce jour au ban de l'enseignement officiel et repoussée de tous les concours par le mauvais vouloir de l'administration et la réprobation intéressée de tous les titulaires des offices musicaux, directeurs de conservatoire, professeurs et autres privilégiés du monopole actuel. C'était une raison de plus pour nous d'offrir à M. le docteur E. Chevé le service de notre publicité en même temps que le témoignage de nos vives sympathies. Nous reviendrons très prochainement sur la question de l'enseignement musical populaire, dont nous chercherons à faire valoir l'importance au point de vue de l'émancipation intellectuelle des travailleurs.

Paris, le 16 janvier 1849.

Monsieur le rédacteur,

Auriez-vous l'obligeance de donner place dans vos colonnes à la lettre suivante ? En le faisant, vous obligerez infiniment votre tout dévoué et obligé,

EMILE CHEVÉ.

A Messieurs les Orphéonistes.

Un cours gratuit m'a été demandé par un très grand nombre de vos camarades, qui désirent connaître la méthode Galin-Paris-Chevé et profiter, s'il y a lieu, des immenses avantages qu'elle produit dans la pratique.

L'association polytechnique vient, avec une spontanéité dont je la remercie au nom de la vérité si longtemps repoussée, de mettre à ma disposition la salle de la rue du Renard-St-Méry pour y faire un cours public et gratuit aux ouvriers. La salle étant fort grande, je pourrai admettre à mon cours ceux d'entre vous qui désirent connaître notre nouvel enseignement, dont voici le programme :

1° Lecture à première vue de toute musique écrite pour les masses ;

- 2° Ecriture, sous la dictée, d'un air vocalisé;
- 3° Lecture de toutes les clés, avec toutes les armures;
- 4° Théorie rationnelle de la musique, remplaçant le catéchisme habituel des solfèges;
- 5° L'harmonie et le contre-point, c'est-à-dire la composition musicale.

Le cours ouvrira lundi prochain, 22, à neuf heures du soir, à l'Association-Polytechnique, rue du Renard-Saint-Méry.

Les cours auront lieu, à la même heure, trois fois par semaine, les mardi, jeudi et samedi.

Les six premières leçons passées, je ne pourrai plus admettre personne au cours.

Agréez, Messieurs, l'expression de mon dévouement.

EMILE CHEVÉ.

Cette invitation s'adresse à toutes les sociétés chorales de Paris.

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DES DÉLÉGUÉS DES CORPORATIONS.

Les *Délégués-ouvriers* ayant siégé au Luxembourg en 1848, le 16 janvier, une Assemblée générale à laquelle les gérants des Associations avaient été invités. Nous trouvons dans le rapport lu au nom de la commission les détails suivants qui résument les travaux des délégués, depuis le 9 décembre 1848 :

« La diversité des statuts qui régissent en ce moment les Associations ouvrières, nous a fait comprendre la nécessité de formuler un acte constitutif qui les résumât tous, et pût servir de guide à la rédaction des nouveaux actes d'association. Ce travail a été exécuté, et plusieurs corporations y ont puisé les éléments nécessaires à leur constitution.

« Il y a quelques jours, nous vous annonçons, par la voie de la presse, que depuis le 9 décembre 1848, nous avions concouru à la formation de dix associations nouvelles. Aujourd'hui, citoyens, nous pouvons en compter quinze; ce sont :

« Les *chaussonniers*, les *horlogers*, les *selliers-malletiers*, les *cartonniers*, les *mécaniciens*, les *graveurs*, les *gantiers*, les *teinturiers de peaux*, les *fumistes*, les *brossiers*, les *chimistes*, les *musiciens* et les *briquetiers*.

« L'appel que nous avons fait à nos frères du dehors a été entendu; les lettres qu'ils nous ont adressées nous donnent les plus grandes espérances pour l'avenir. Parmi les villes avec lesquelles nous sommes en correspondance, nous pouvons déjà citer Rouen, Nantes, Lille, Troyes, Caen, Boulogne-sur-Mer, Lyon, Saint-Georges-d'Oléron et Bruxelles; nous sommes en rapport avec plusieurs associations, dont les statuts sont en élaboration. Tous nos correspondants sont en parfaite communication avec nous.

« Nous avons été chargés de dresser les statuts d'une association agricole qui est appelée à un grand développement dans notre colonie d'Afrique, dont l'avenir ne peut être indifférent. Des terrains considérables nous ont été offerts pour y établir des cités ouvrières. »

Ce rapport a été suivi d'un autre lu par M. Chipron, sur l'organisation de la Banque du Peuple, et de développements donnés par M. Langlois. M. Jules Lechevalier a ensuite expliqué ce qu'il entendait par la formation des syndicats de la production et de la consommation. La séance a été close par un discours de M. Brisbane qui a peint, en termes convenables et énergiques, la situation des travailleurs aux Etats-Unis. Le but de ce discours a été de prouver qu'en Amérique le travail est l'esclave du capital.

Bientôt, nous l'espérons, l'association sera considérée par tous les travailleurs comme un remède efficace aux maux poignants qui les accablent. Un progrès immense aura été accompli le jour où cette pensée sera acceptée par ceux qu'elle intéresse le plus.

P. V.

VARIÉTÉS.

L'EDEN EST-IL POSSIBLE ?

Tout était prêt, et déjà notre locomotive planait majestueusement dans l'air. Nous devrions

être en route; mais voici qu'on conteste la possibilité d'Eden. « Pour qui nous prenez vous? nous croyez-vous si simples? Ce que vous promettez est trop beau pour être possible. Le monde a de tout temps été comme il est, et quoi qu'on fasse, il y aura toujours des pauvres. Ne faut-il pas qu'il en soit ainsi? Qui remplirait tant de fonctions indispensables auxquelles la pression du besoin peut seule nous plier? A d'autres! Et des deux choses l'une; ou vous ne jouissez pas pleinement de votre bon sens, ou vous commettez une mauvaise action en inspirant au peuple des désirs irréalisables. »

Bonnes gens qui donnez du collier depuis votre enfance et que voici arrivés péniblement à force de sueurs et de privations à une pauvre petite position; chers travailleurs, qui ambitionnez toute votre vie, sans jamais l'atteindre, cette retraite si modeste, vous, qui des bras, des pieds, des mains, de tout le corps lutez sans cesse pour abriter vos lendemains contre le froid de la vieillesse; frères, nous vous aimons à cause même de votre incrédulité. Cette destinée à contresens qui a éteint en vous toutes les grandes aspirations a droit à notre respectueuse pitié. Pauvres gens! arrivés à croire qu'il n'y a pas place pour tout le monde sur cette terre! Cautions.

Voyons : « Le monde a toujours été comme il est! » Voilà la grande objection avec laquelle on prétend en finir avec nous. Que répondre à cela, en effet? Et comment voulez-vous changer une chose qui a été de toute éternité comme elle est maintenant?

Nous avons à répondre que, si on imaginait de donner les emplois publics aux plus ignorants, il n'y aurait pas de fonction assez élevée pour le docteur-ès-sottises qui a inventé cette phrase-là : Le monde a toujours été comme il est. La présidence de la République serait à peine digne de lui.

Le monde a toujours été comme il est! Après cela, en matière de niaiserie il n'y a plus qu'à tirer l'échelle. Si la nature avait voulu créer une série d'êtres de plus en plus bêtes après avoir façonné l'auteur de cette phrase-là, elle aurait senti ce besoin de repos que Dieu éprouva, dit-on, après la création de l'homme. Si on me disait : du temps que les bêtes parlaient, cette formule a été proférée par une huitre à l'heure de la marée basse; cela ne m'étonnerait pas du tout.

Non, le monde n'a pas toujours été ce qu'il est. L'inverse est vrai; le monde n'a jamais été ce qu'il est. Et bien plus; le monde n'a jamais été aussi heureux que maintenant. Ai-je dit heureux? Je voulais dire que dans le passé la somme des douleurs a été bien plus grande encore qu'elle est aujourd'hui.

C'est ici qu'est le gage le plus certain du bonheur futur; depuis que le monde existe il n'a cessé de changer, et chaque changement était un pas en avant, et chaque pas était un progrès, et chaque progrès était un des degrés d'une échelle qui repose sur la terre et s'appuie dans les cieux; en bas, la misère, l'oppression, le mensonge; en haut, l'abondance, la liberté et la vérité. Depuis qu'elle est, l'humanité progresse dans toutes les voies en même temps; elle s'embellit, elle se moralise, elle s'instruit, elle apprend à se connaître, elle s'enrichit, elle étend sa domination sur le monde. C'est un mouvement non interrompu de conquêtes. Ce n'est pas seulement un mouvement continu; à mesure que l'humanité se rapproche de sa destinée qui est, à n'en pas douter, le bonheur, elle précipite ses pas. Ce mouvement va-t-il se ralentir? Tout est-il dit? L'humanité va-t-elle s'arrêter? Hommes et choses témoignent du contraire. Ouvrez les livres, interrogez les savants; tous, sans exception, vous diront qu'au temps où nous sommes il se fait plus de progrès en un an qu'il ne se s'en opérèrent autrefois en un siècle; mais ne lisez pas, ne vous en rapportez pas aux autres; fiez-vous-en à vous-mêmes, ouvrez les yeux, regardez. Ce siècle n'a que

quarante-huit ans; qu'a-t-il fait? N'est-ce pas lui qui a fait les chemins de fer, les bateaux à vapeur, le télégraphe électrique, la galvanoplastie, le daguerreotype, mille, dix mille, cent mille découvertes merveilleuses auxquelles le passé n'a rien de comparable. Où donc tout cela doit-il aboutir? Ah! où cela doit aboutir? A l'Eden évidemment.

Il nous reste bien peu à faire pour traverser les passes difficiles et voguer, à toute vapeur, sur l'océan pacifique des destinées heureuses. Le salariat est la plus épineuse et la plus grosse affaire de ce temps-ci. Ce n'est cependant qu'un faible reliquat de compte. Regardez en arrière, que voyez-vous? Les salariés d'aujourd'hui étaient serfs au moyen-âge, esclaves chez les Grecs et les Romains; dans l'Inde ils étaient parias. Concluez. Si d'un rang inférieur à celui des brutes, et ceci est dit sans exagération, le travailleur a pu s'élever à l'égalité politique, pourquoi son émancipation s'arrêterait-elle? N'y a-t-il pas dans cette évolution continue la promesse formelle d'un affranchissement complet? Où sont les serfs, où sont les esclaves? Pourquoi un temps ne viendrait-il pas où les salariés ne seront plus? Pourquoi le travailleur ne s'élèverait-il pas au niveau des bourgeois, par exemple? Est-ce porter trop haut ses regards? Le bourgeois a-t-il toujours été ce qu'il est? Qu'était-il au moyen-âge? Ne se rappelle-t-on pas que dans les assemblées politiques où on ne l'admettait que pour souscrire les impôts, il présentait ses requêtes à genoux, et qu'ayant comparé les trois corps de l'Etat à trois frères, la noblesse et le clergé se révoltèrent contre cette *injure*? Oublie-t-on qu'il y a soixante ans, le tiers n'était rien, et qu'en quelques jours il devint tout? Pourquoi les travailleurs ne participeraient-ils pas à cette destinée? Quelle raison justifiée par l'histoire a-t-on à alléguer contre cette juste prétention? Que montre l'histoire? Dès l'origine, les hommes furent partagés en deux camps; un petit nombre, possesseur de tous les biens, disposait arbitrairement du travail et de la vie même de l'immense majorité des hommes. Et, depuis l'origine jusqu'à présent, qu'a-t-on vu? Les classes privilégiées s'amoindrir, en quelques lieux disparaître tout-à-fait; tandis que les classes inférieures, gravissant autant d'échelons que celles-là en descendaient, s'enrichissaient de chacune des pertes que la loi des temps imposait à leurs antagonistes. Que sont devenus les monarques, possesseurs de toutes les terres et propriétaires de la vie de leurs sujets? Qu'est devenue la féodalité, et la noblesse même sa pâle héritière? Où est le droit divin des rois et l'infaillibilité des papes?

Au moyen-âge, on vous vendait. A Rome, on pouvait vous martyriser et vous tuer. Un maître vous enchaînait dans une loge, vous réduisant au rôle de chien de garde. Il vous crevait les yeux et vous attelait à une meule; il vous jetait dans ses viviers en pâture aux poissons destinés à sa table; il vous faisait descendre dans le cirque pour combattre sous ses yeux les bêtes féroces amenées à grands frais d'Asie et d'Afrique. Dans l'Inde, vous étiez une chose sans nom dont le contact souillait. Ah! vos pères répandaient plus de sang en un seul jour que vous ne versez de larmes dans tout le cours de votre triste existence.

Le plus fort est fait, et votre sort doit vous sembler digne d'envie, quand vous comparez ce que vous êtes à ce que vous avez été.

Oui, vraiment, le monde a beaucoup changé et il a changé à son avantage. Croyez-vous à la virginité de la vierge Marie? à la consubstantialité du Père et du Fils? à la présence réelle? à la chute? à la rédemption? au purgatoire? à l'enfer? Vous êtes libres d'y croire ou de le nier. Liberté chèrement conquise! Des milliers d'hommes et de grands génies sont morts pour nous en doter. Ce bon vieux temps est passé, n'est-ce pas là un changement?

Et dans l'ordre matériel! C'est-à-dire que

l'homme aisé de nos jours jouit de beaucoup plus de bien-être que les plus grands seigneurs d'autrefois. On ne saurait s'imaginer combien sont récentes les inventions les plus usuelles et dont vous croiriez impossible de vous passer.

Ils disent que rien ne change ! et il n'est pas jusqu'au monde extérieur sur lequel ne s'étende la puissance modificatrice de l'homme. Faut-il vous dire que le climat de la France ne ressemble pas plus à ce qu'il était avant la conquête des Gaules qu'il ne ressemble au climat actuel des forêts de la Suède ? Qu'il a changé avec nos institutions, progressant ou déclinant avec elles ?

Tout a donc changé. Mais peut-être le monde va-t-il descendre dans un éternel repos. Puérilité indigne de nous arrêter un instant, car déjà les acquisitions dont nous sommes en possession dépassent la société présente, et, comme un vin généreux, menacent de faire éclater les vieux vases dans lesquels on s'obstine à les renfermer.

Le temps où nous sommes a amené toutes les sciences que lui avaient léguées les siècles précédents à un développement prodigieux ; il a créé lui-même vingt sciences nouvelles ; il a fait la géologie, la paléontologie, l'embryogénie, la tératologie, l'anatomie comparée et philosophique, la chimie organique ; il fait la météorologie, la physique du globe, la philosophie historique, l'économie sociale, et déjà il a élevé ces sciences d'une fraîche date au même niveau que leurs aînées. Dans les sciences appliquées, il a imaginé des milliers d'inventions qui, toutes, concluent à une réforme complète de la société ; par les chemins de fer et la télégraphie électrique, il bat en brèche la vieille politique basée sur l'hostilité des peuples. Vienne la locomotion aérienne, ce qui ne saurait tarder, et tout le système des douanes est anéanti. La science a imaginé plus d'inventions meurtrières, qu'il n'est nécessaire pour rendre la guerre absolument impossible, car, faite dans des conditions pareilles, toute campagne aboutirait à l'entier anéantissement des armées belligérantes. Les temps sont proches où il y aura d'autres ciels et une terre nouvelle !

Pour croire à Eden, il n'y a donc pas besoin d'être allé dans ce lieu de délices. Le grand fleuve du progrès social y aboutit ; il suffit d'en voir couler les eaux fécondes. La *bonne nouvelle* repose sur des faits scientifiques qu'on ne renverse pas avec des lieux communs.

VICTOR MEUNIER.

FEUILLETON.

HISTOIRE POLITIQUE ET PHILOSOPHIQUE DES ABEILLES.

(Suite. — Voir les numéros des 7 et 14 janvier.)

J'ai dit les principes politiques et les articles les plus importants de la constitution des abeilles. J'ai blâmé des coutumes barbares, parlant suivant ma conviction et mon cœur. Maintenant, si nous passons de la lecture de la constitution aux divers détails de l'administration et des services publics, la scène va changer. Nous allons être arrêtés à chaque pas par des spectacles d'institutions modèles, destinées à faire l'éternel désespoir de la législation humaine, de la philosophie et de l'édilité. Devant de si grandes choses accomplies par de si petites bêtes, la critique confondue se tait pour laisser parler l'enthousiasme.

La haute direction des travaux appartient à un conseil d'administration supérieur, exclusivement composé d'ouvrières, dont les cellules natales sont voisines des appartements royaux. Ce conseil supérieur a dans ses attributions le règlement de la ponte et de l'éclosion, l'essaimage, l'approvisionnement des magasins publics, la répartition de la besogne et la guerre. Les hommes ont besoin d'un

conseil supérieur pour chacune de ces spécialités, et Dieu sait comme ils s'en tirent. Il y a cinquante ans qu'ils travaillent le terrible problème de l'équilibre de population, je demande où ils en sont arrivés. Hélas ! ils en sont arrivés, en Angleterre, à empoisonner les enfants avec du laudanum. L'Angleterre est la patrie de l'économisme et de la philanthropie.

Economie de ressorts. Comme une seule mère suffisait pour assurer la perpétuité de la race, l'économie de ressorts exigeait que le nombre de ces femelles fût excessivement restreint. En conséquence, le nombre des œufs de femelles, ainsi que celui des cellules royales, a été fixé à vingt dans les ruches les plus peuplées. C'est la proportion d'un sur mille. La reine, qu'on pourrait appeler, sans métaphore, la *mère de son peuple*, commence par pondre les ouvrières, puis les mâles, et, en dernier lieu, les reines. Cet ordre est nécessaire pour qu'elle puisse proportionner le chiffre de ces dernières à l'effectif présumé de leurs sujets futurs. La ponte commence quelquefois par les œufs de mâles.

Donc, pour que ces vingt reines, ces vingt candidates à la présidence, n'éclosent pas le même jour, ce qui ferait naître des discordes et des guerres civiles sans fin, la mère échelonne ses éclosions ; et si, par hasard, elle commet une erreur dans ses calculs, le conseil supérieur est là pour rectifier. Le conseil a le droit de retarder ou d'avancer les naissances suivant les besoins du service.

La reine, d'après la règle, est tenue de déposer un œuf au fond de chaque cellule. Or, il arrive quelquefois que cette reine, trop pressée de pondre et qui ne trouve pas un nombre suffisant de cellules, dépose plusieurs œufs dans une même case. C'est encore, en ce cas, le conseil supérieur qui se charge de retirer les œufs supplémentaires. Il ne manque pas de réprimander, à cette occasion, la princesse, qui s'excuse comme elle peut de son étourderie.

On ajoute que ce conseil fait *sonner* tous les soirs le silence, et tous les matins la reprise des travaux. Je crois le fait exact, mais je ne le garantis pas.

Il n'est pas rare de voir une infante royale, parvenue à l'état d'insecte parfait, c'est-à-dire munie de son aiguillon bien affilé et de sa double paire d'ailes, se montrer trop pressée de sortir de sa cellule, et de réclamer ses droits à la couronne. Dans ce cas, le conseil mande une section de *maçonnes* pour mettre le holà à ces prétentions. On claquemure l'impétieuse dans son palais, dont on scelle la porte (le couvercle) avec un ciment d'une ténacité sans égale. A cette porte sont placés d'incorruptibles factionnaires, dont l'office est de peser sur la pierre qu'essaie de soulever la recluse. La captive, jusqu'à nouvel ordre, n'aura d'autre communication avec le dehors qu'une imperceptible lucarne pratiquée dans le milieu de la porte et à travers laquelle elle insinue sa trompe que des nourricières attentives s'empressent de bourrer d'un miel de premier choix. L'infante prisonnière chante sa chanson de guerre pour charmer les ennuis de sa captivité. C'est un cartel de mort qu'elle adresse à toutes ses sœurs, voire à sa mère, l'ingrate. Le chant de guerre de l'abeille n'est pas encore noté.

Cette réclusion ne dure, au surplus, que quelques jours, juste le temps qu'il faut pour préparer l'esprit de la reine-mère à des concessions devenues nécessaires. Le conseil supérieur s'en va trouver celle-ci et lui déclare, avec toutes les précautions oratoires convenables en pareille circonstance, « que le moment de céder la place à la nouvelle infante est venu ; que le peuple, amoureux des nouveaux visages, s'est prononcé pour cette dernière à une majorité immense. Enfin, que toute résistance à la volonté nationale serait complètement inutile. »

La reine-douairière voudrait bien ne pas s'en aller, mais on la presse si bien, on la conduit si poliment vers la porte de son royaume, qu'elle finit par prendre son parti. Elle rallie ce qui lui reste d'amis fidèles et part à la tête d'un essaim pour aller fonder dans le voisinage une colonie rivale, sauf à recommencer son déménagement l'an suivant.

Ce procédé d'*essaimage* est une des solutions les plus simples du terrible problème de Malthus ; car la communauté féminine des abeilles me semble avoir pour mission de donner des leçons de sagesse à l'homme en tout et partout. Le problème de l'équilibre de population ne peut être résolu que par l'universalité du luxe et de la santé. Or, en attendant que la femme et l'homme aient atteint ce degré de beauté et de richesse de formes qui

produit la stérilité, comme il est prouvé par l'exemple de la rose double, il est nécessaire que les pays trop peuplés, comme la vieille Europe, s'habituent à *essaïmer* tous les ans sur les continents déserts d'Afrique, d'Amérique, d'Australie, le trop plein de leurs populations.

Chaque ruche bien conduite doit fournir quatre à cinq essais chaque printemps ; elle en fournit quelquefois davantage. Le conseil supérieur a avisé, par la détermination des œufs de reines, à ce que chaque émigration eût sa *cheffe*. Cependant, il arrive quelquefois, par suite d'accidents malheureux que toute la sagesse des abeilles elles-mêmes ne saurait prévoir, que le nombre de ces cheffes se trouve tantôt trop considérable, tantôt insuffisant pour le peuple. Dans le premier cas, il y a guerre entre les reines, mais il faut voir comme les abeilles, ici comme toujours, agissent plus sensément que les hommes. En pareille circonstance, les hommes ont l'habitude de se faire tuer pour savoir qui régnera sur eux ; les abeilles, pas si bêtes, laissent à leur prétendante le soin de vider personnellement leur querelle et de conquérir leur couronne. Elles s'en rapportent au jugement de Dieu, à l'instar des preux d'autrefois. La joute a lieu avec toute la pompe et la solennité des antiques tournois de la chevalerie. Elle est publiée à son de trompe par tous les carrefours de la république. Le peuple est juge du camp ; la reine victorieuse est proclamée légitime.

Quelquefois toutes perdent la vie dans ce combat funeste. Alors la tribu, privée de reine, se disperse et meurt de misère. Même résultat quand le nombre des cheffes est insuffisant pour l'émigration annuelle.

Caton d'Utique, se donnant la mort pour ne pas survivre à l'aristocratie romaine, me paraît infiniment moins grand que ce peuple tout entier des abeilles, qui, lui aussi, aime mieux mourir que de survivre à l'association, à la famille collective.

Car l'abeille, il faut bien le reconnaître, ne partage pas l'opinion des Wellowsky et des Léon Farcher et des Athanase Coquerel, sur la sainteté de l'égoïsme familial et du *chacun chez soi*. Quant à l'union de la commune famille et de la commune propriété est brisée, l'abeille meurt, parce qu'elle ne veut pas travailler pour elle seule. Le seul stimulant qui l'incitait au travail était la noble ambition de fonder un monument plus durable que l'airain et dont on parlerait dans les âges futurs. Elle s'attachait à son œuvre en proportion de la durée et de l'utilité publique de cette œuvre. Du moment que cet édifice ne doit plus servir d'abri aux générations à venir, elle refuse d'y apporter sa pierre, (liez sa plaque de cuir.)

Ainsi l'ingénieur des ponts et chaussées prend cœur à la bâtisse d'un pont, d'une œuvre d'art, parce qu'il travaille pour l'Etat, pour la postérité et non pour sa famille. Ainsi l'enthousiasme religieux recrutait jadis des légions de sculpteurs et d'artistes volontaires pour la construction des cathédrales gothiques, tandis que l'art continuait à demeurer étranger à l'édification de la boutique, objet exclusif et impur des soucis de l'épicier et de l'économiste.

Elle existe l'abeille solitaire, l'abeille économiste, la partisane du *chacun chez soi* et du ménage morcelé. La nature est prodigue de mœurs ; et cette abeille économiste ne manque ni d'habileté, ni d'assiduité au travail, et elle sait se bâtir une charmante demeure dans le creux des murailles. Malheureusement, la pauvreté ne peut parvenir à conserver ses petites provisions et à les défendre contre le parasitisme de la teigne (petit papillon blanc), et cela, précisément parce qu'elle vit solitaire, parce que l'*accumulation de la richesse et la sécurité de la possession* sont impossibles hors de l'association et de la solidarité.

Il y a aussi loin de la ruche, demeure de l'abeille *socialiste*, au trou obscur de l'abeille *économiste*, que de notre splendide palais Egalité au plus misérable hameau de la Champagne pouilleuse.

Et l'abeille socialiste, habituée aux splendeurs de la ruche et aux richesses du travail collectif, a raison de vouloir mourir plutôt que de se dégrader et de descendre aux misères du travail solitaire, du ménage morcelé.

Donc, quand les larves de mères périssent toutes en nourrice, le travail s'arrête instantanément ; le silence glacial, la stupeur succèdent à l'activité et à la joie. « *Seurs, il nous faut mourir, seurs, mourir il nous faut.* » se disent en se rencontrant les abeilles. Mais que la main de l'homme introduise une mère, une simple espérance de mère au sein de la tribu en deuil, l'espoir renaît soudain au cœur des pauvres désolées, et les bourdonne-

ments joyeux et les gais refrains du travail remplacent le silence de mort. *Tôt, tôt, battons chaud, bon courage.* »

J'ai connu un économiste de la vieille roche, un économiste du bois dont on fait aujourd'hui les ministres de l'intérieur et les membres de l'Institut moral, un persécuteur acharné du sens commun et sur le cerveau duquel la raison rebondissait comme une balle élastique sur le bitume de la Concorde... un homme enfin qui avait lu sans faiblir Saint-Simon, Fourier, Sismondi, et qui fut converti au socialisme au bout d'une seule séance du club de verre des abeilles. Le vrai peut quelquefois n'être pas vraisemblable.

Un castor de la Camargue, à qui je racontais l'anecdote, m'affirmait en retour, avec cette confiance naïve qui n'appartient qu'aux amphibies qui ont beaucoup vécu sous l'eau et très peu parmi les hommes... qu'il suffirait à M. Thiers de faire un petit voyage dans l'Orégon et d'y interroger les habitudes des castors socialistes pour se guérir de toutes ses erreurs et de toutes ses préventions contre le travail en commun.

Les géomètres de l'Institut de France ne reviennent pas de leur admiration jalouse, quand ils considèrent attentivement la bâtisse de la ruche, et qu'ils comparent la demeure de l'industriel insecte avec certaines merveilles monumentales trop célèbres de notre monde. Ce qui les passe, c'est que l'abeille ait adopté d'emblée, pour base de son système architectural, la cellule hexagonale, qui est le moyen d'utiliser l'emplacement de la manière la plus avantageuse, la plus économique et la plus solide à la fois. Que diraient les savants, s'ils savaient le véritable motif de la détermination des abeilles en faveur de l'hexagone, un motif que je vais leur dévoiler gratis.

Les abeilles sont des socialistes qui partent du principe de l'égalité, qui se règlent en tout et partout sur l'égalité. Elles ont adopté l'hexagone, parce que le côté de l'hexagone inscrit est égal au rayon, et que le rayon est l'emblème de l'égalité, attendu que tous les rayons sont égaux.

Que les hommes s'avisent, un beau jour, de baser leurs institutions sur le principe de l'égalité, et ils réaliseront bien d'autres merveilles que les insectes. « Aimez-vous les uns les autres, dit le Christ, voilà la loi et les prophètes. » Aimez-vous, soyez égaux... le travail attrayant, le bonheur universel, la richesse, tout est là.

C'est une simple application du principe d'égalité que vous admirez dans l'administration des abeilles. Tout le monde travaille avec volupté dans la ruche, on n'y a pas laissé de place pour les oisifs, c'est-à-dire pour le privilège. C'est par l'égalité que ces industrieuses petites bêtes sont parvenues à faire régner entre elles cette cordiale entente que les hommes leur envient et qui leur fait se distribuer avec un ordre si parfait les diverses fonctions de cireuse, de maçon, de nourrice, de sentinelle, de manière à ce que chacune n'exerce jamais que l'emploi pour lequel elle a été créée et mise au monde et qu'elle l'exerce avec un enthousiasme continu, pour son propre bonheur et pour celui de la république.

A. TOUSSENEL.

(La fin au prochain numéro.)

MOUVEMENT SOCIALISTE.

LE SOCIALISME EN ANGLETERRE.

Le socialisme gagne partout du terrain; partout les mêmes questions s'agitent, partout les mêmes sentiments font battre tous les cœurs généreux; partout les idées de Liberté, d'Égalité et de Fraternité passionnent les intelligences.

Pendant longtemps les ouvriers anglais, comme les démocrates purs de France, s'étaient occupés exclusivement de réformes politiques. Aujourd'hui ils comprennent que le chartisme ou le suffrage universel ne saurait être qu'un moyen, et ils invoquent des réformes sociales. Les démocrates anglais deviennent socialistes.

Le drapeau du socialisme vient d'être arboré hardiment, à Londres, par un nouveau journal, *l'Esprit du siècle*. Nous avons trouvé dans cette revue hebdomadaire les principes et les idées que nous défendons. Nos confrères d'outre-Manche posent, comme nous, le problème social, et ils ont pris pour devise ces mots de Thomas Carlyle,

« L'organisation du travail est le grand problème de l'avenir. Quiconque ne le comprend pas, ne saurait prétendre désormais à gouverner les hommes. »

L'Esprit du siècle s'est empressé de signaler à ses amis l'apparition du *Travail affranchi*. Nous remercions cordialement nos frères en socialisme de ce témoignage de sympathie, et nous les prions de recevoir nos remerciements sincères.

Nous traduirons fréquemment des articles de *l'Esprit du siècle* pour donner à nos lecteurs une idée du mouvement socialiste en Angleterre. Aujourd'hui nous nous contenterons de reproduire quelques extraits :

DE TRAVAIL POUR LES PAUVRES. — Le 11 janvier, les habitants de la paroisse de Westminster se sont réunis pour aviser aux moyens de fournir de l'ouvrage aux pauvres de la métropole. On a d'abord commencé par passer en revue tous les palliatifs proposés par les philanthropes, puis M. Alexandre Campbell a pris la parole :

« Assurer du travail aux bras sans emploi, c'est le meilleur moyen de garantir l'ordre et la paix. Je n'hésite pas à dire que les pauvres endurent aujourd'hui des privations inimaginables, des privations en quelque sorte impossibles.

Un précédent orateur a dit que les pauvres voulaient prendre le bien des riches. Je repousse hautement cette calomnie au nom des travailleurs de l'Angleterre. Je désavoue de pareils sentiments. (Applaudissements.) Les classes laborieuses souffrent du chômage, et malheureusement ce n'est pas une chose nouvelle, ce n'est pas un fait d'hier ou d'avant-hier. Nous ne venons point de traverser, comme la France, des jours de crise, d'accomplir une révolution. Nous jouissons de la paix depuis plusieurs années; l'on dit même que nous sommes en pleine prospérité. Eh bien ! J'affirme, et je suis en mesure de prouver, que les ouvriers d'Angleterre sont encore plus malheureux que les ouvriers de France. Il y a un an déjà, j'ai présenté une pétition à lord Russell, et j'ai prouvé au noble lord que, sur 200,000 ouvriers, un tiers seulement était constamment employé, un autre tiers était tantôt employé, tantôt sans ouvrage, enfin le dernier tiers absolument sans travail.

Les ouvriers ne demandent point à s'emparer des richesses existantes; ils demandent humblement qu'il leur soit permis de créer des richesses nouvelles. Il y a de 3 à 4 millions d'individus secourus par la charité publique, et cependant ces hommes ne demandent qu'à travailler, qu'à gagner librement, honnêtement leur vie. Le sol de ce pays, convenablement cultivé, pourrait nourrir 120 millions d'habitants. Mais hélas ! la terre qui suffirait aux besoins de tous est possédée par une imperceptible minorité.

Il faut diriger les bras sans emploi vers l'agriculture, former des colonies intérieures, faire défricher les terres incultes. Il n'y a pas d'autre moyen de remédier à la misère. Vous aurez beau réduire le budget et diminuer les dépenses, selon le plan de M. Cobden, tout cela n'améliorera aucunement la condition des classes pauvres.

L'assemblée a décidé qu'on inviterait le parlement à autoriser et à favoriser l'établissement de colonies agricoles dans lesquelles les ouvriers travailleraient à leur profit, en combinant l'agriculture et l'industrie, et en tenant compte des droits du travail, du capital et de l'habileté.

Il se forme en ce moment, à Londres et dans les principales villes de l'Angleterre une *Ligue du Progrès social*.

Les fondateurs se proposent de propager le socialisme par la voie des journaux et par la prédication, d'organiser dans toutes les grandes villes des lectures et des cours de science sociale.

Les socialistes anglais proclament que la civilisation basée sur la compétition et sur l'isolement des intérêts a fini son temps; que la civilisation nouvelle qui commence doit reposer sur la solidarité des intérêts, sur la coopération, sur la fraternité universelle. Ils repoussent tous moyens violents et font appel à la raison éclairée. « La violence, disent-ils, ne peut amener que le désordre et l'anarchie, soit qu'elle ait pour but de hâter ou de retarder la marche nécessaire des événements et des idées. La paix seule peut garantir le progrès social permanent. Jusqu'ici les démocrates anglais ont compté sur la force et se sont lancés dans les agitations politiques; il est temps de procéder à l'aide de la science. »

La Ligue du progrès social a tenu sa première

séance à Londres, le 8 janvier. Il a été décidé que les socialistes anglais se mettraient en rapport avec les socialistes de Paris, que la propagation serait organisée sur tout les points de l'empire britannique, et que la seconde séance aurait lieu le 15 janvier.

Nous rendrons probablement compte de cette seconde séance dans notre prochain numéro.

Le même jour, 8 janvier, il y a eu à Nottingham un banquet démocratique et social. Parmi les toasts qui ont été portés, nous remarquons les suivants : « Aux braves de Paris qui ont maintenu la République démocratique et sociale, » par le Dr M'Donnell. A Robert Owen, le philanthrope; à Louis Blanc, Raspail, et à tous les républicains démocrates et socialistes de France. Puis on a lu des vers, prononcé des discours, chanté des chansons socialistes. La fête s'est terminée par une collecte en faveur des détenus politiques.

Des associations d'ouvriers se forment à Bruxelles. Les cordonniers, les tailleurs et les typographes sont déjà organisés. Ils n'attendent plus pour se mettre à l'œuvre que d'avoir un petit capital de roulement.

Nous recevons de Nantes la lettre suivante :

« Il importe que vous soyez au courant du mouvement social sur tous les points de notre patrie, je vous annonce donc, et vous l'apprendrez avec plaisir, que nous venons de fonder à Nantes, rue Duquesclin, 1, un Cercle qui se propose pour but d'être un véritable institut départemental, et de relier ses efforts à tous ceux qui ont pour but l'affranchissement du travail et la transformation pacifique du prolétariat. Dans ce but, notre local s'ouvrira pour des cours populaires mais philosophiques, pour tous les enseignements utiles, pour des concerts populaires, pour des fêtes de toute nature. Nous serons toujours prêts à faciliter, selon notre pouvoir, la propagation des pensées généreuses, à prêter notre concours aux œuvres utiles. Probablement un journal hebdomadaire sera la conséquence de notre création. Déjà, hier, j'ai inauguré ces tendances et ces manifestations publiques dans notre ville, par une conférence sur la science sociale. L'affluence du public et la bienveillance avec laquelle mes concitoyens de toutes les opinions m'ont écouté pendant plus d'une heure, sont d'un bon augure pour ceux qui voudront suivre mon exemple. Demain, l'un de nos amis, Edouard de Pempéry, va commencer quelques leçons sur la théorie phalanstérienne, telle qu'il l'accepte et la comprend. Après lui, d'autres viendront sans aucun doute. Le concours de quelques grands artistes nous est assuré lors de leur passage à Nantes, et nous espérons que les concerts populaires leur seront aussi profitables que les concerts aristocratiques. Vous devez compter encore que nos salles seront à la disposition de toutes les corporations ouvrières qui voudraient discuter sur leurs intérêts. Notre œuvre, chers citoyens, acquerra d'autant plus d'influence qu'on nous trouvera toujours prêts à pacifier scientifiquement, à faire de loyaux arbitrages. Cette bonne nouvelle des socialistes de Nantes ne sera pas la dernière.

» Je vous serre la main en mon nom et au nom de tous nos amis.

» Salut et fraternité,

» Le président du Cercle de la rue Duquesclin, 1.

» A. GUÉPIN. »

On nous prie d'insérer la note suivante :

L'association fraternelle des ouvrières lingères, fondée le 4 octobre 1848, sans capital, par l'aide des ouvriers tailleurs et selliers, est transférée rue de Richelieu, 44.

Le nombre des associées qui s'élève en ce moment à trente, augmentera au fur et à mesure de l'extension des opérations de la société.

Les travaux sont payés aux pièces, et un quart des bénéfices nets est reparti entre les associées au prorata de leurs salaires. Un quart est affecté à un fonds de secours, et les deux quarts restants à l'accroissement du capital social.

Le travail se fait à l'atelier ou chez les associées. Les conditions ne pouvant être les mêmes pour les

femmes que pour les hommes, puisque les premières ont les soins de la famille qui forment la base de leurs travaux, la répartition des bénéfices est faite au prorata des salaires. On avait adopté d'abord la répartition égale; mais les associées ont préféré avoir la liberté de travailler aux heures qui leur sont le plus convenables.

Association fraternelle des ouvriers horlogers. Siège provisoire, rue des Enfants-Rouges, 7, au Marais. Fabrique de mouvements de pendules, réparations de mouvements, montres et lampes mécaniques et généralement tout ce qui concerne l'horlogerie. Trente pour cent de rabais garanti aux consommateurs.

Visé par la commission des délégués du Luxembourg.

A. BLUM, PETIT, DUBUC.

STATUTS DE L'ASSOCIATION DES OUVRIERS ET OUVRIÈRES EN CHEMISERIE.

L'association dont nous publions aujourd'hui les statuts, offre cela de particulier qu'elle est formée entre ouvriers et ouvrières, et que la société est purement civile.

Ces statuts nous ont été communiqués par les directeurs de l'association. Nous les publions sans commentaires, nous réservant de présenter plus tard des observations motivées.

TITRE I^{er}. — Formation, dénomination et siège de l'association

Art. 1^{er}. Il est formé par les présentes une association particulière entre les ouvriers et ouvrières de la CHEMISERIE.

Art. 2. Cette association est purement civile.

Art. 3. Elle est libre, fraternelle et égalitaire.

Art. 4. Elle prend le titre d'Association fraternelle des ouvriers et ouvrières de la CHEMISERIE.

Art. 5. Paris sera le siège de l'association. Le local sera ultérieurement choisi par les directeurs-délégués de la corporation.

TITRE II. — Opérations de l'association.

Art. 6. L'association se livre exclusivement au travail industriel des chemises, des caleçons, des gilets de flanelle et autres articles de la CHEMISERIE.

Art. 7. L'association s'interdit toute espèce de négoce et tous actes de commerce.

Art. 8. Si des dépôts de marchandises se rattachant à la spécialité de la chemiserie étaient offerts à l'association, à titre de mandat et à charge de rendre compte aux commettants, la direction est autorisée à traiter des conditions des différents dépôts, mais elle devra tenir pour chacun d'eux une comptabilité distincte.

Elle est également autorisée à prendre avec les clients tels arrangements qu'elle jugera utile, pourvu que ce soit pareillement à titre de simple mandataire.

Art. 9. Les opérations de l'association seront toujours faites au comptant, à moins que, dans des cas exceptionnels, le comité de gérance n'en décide autrement.

TITRE III. — But et moyens (1).

Art. 10. L'association a pour but:

D'émanciper le travailleur;

De rapporter au producteur-associé tout le produit de son travail;

De perfectionner les produits et de les livrer aux consommateurs aux conditions les plus favorables;

De parer, autant que possible aux inconvénients du chômage;

De rendre la vie des travailleurs plus sûre et plus facile.

Art. 11. Elle a pour moyens:

L'égalité devant le travail;

L'écoulement direct des produits;

La réunion des forces et des intelligences, l'émulation et l'abstention d'emprunts usuraires;

L'adjuvantisme ou secours fraternels;

La solidarité.

TITRE IV. — Droits et Devoirs des sociétaires.

Art. 12. Tous les sociétaires sont sur le pied d'une égalité parfaite.

* (1) Ce titre renferme l'exposé des principes de l'association et des bienfaits qu'on peut en attendre. — En faisant cette déclaration, les ouvriers et ouvrières de la chemiserie n'entendent se rattacher à aucune école philosophique ou socialiste; ils veulent seulement indiquer qu'au moyen de l'association, ils augmenteront sensiblement leur bien-être, tout en perfectionnant le travail et en livrant à meilleur marché tous les produits de la spécialité.

Ils doivent tous concourir, de tous leurs moyens, au succès de l'association et au bien-être de leurs co-associés.

Ils ont droit, aussi également que possible, aux travaux, aux bénéfices, aux secours fraternels.

Art. 13. Employés au jour, au mois ou à l'année, les sociétaires sont tenus de consacrer tout leur temps aux affaires sociales. S'ils sont aux pièces, ils sont tenus de travailler pour l'association à la première réquisition des directeurs délégués.

Art. 14. Chaque membre s'interdit formellement d'entreprendre ou d'exécuter des travaux analogues à ceux de l'association, sans en faire, dans les vingt-quatre heures, une déclaration expresse à la direction, qui délivrera au sociétaire une autorisation écrite et fixera l'indemnité afférente à l'association sur le prix de ces travaux.

Cette indemnité sera de cinq pour cent au moins et de vingt pour cent au plus; elle sera versée moitié dans la caisse sociale et moitié dans la caisse de secours.

Le sociétaire qui contreviendrait à ces prescriptions serait considéré comme démissionnaire.

Art. 15. Reconnaissant que le droit au travail appartient à tous et à chacun, et que toute association revêtue d'un caractère exclusif est attentatoire à la doctrine de la fraternité, les sociétaires se feront toujours un devoir d'admettre parmi eux, pour y jouir des mêmes avantages, les ouvriers et ouvrières de la France et de l'étranger qui se présenteraient en adhérent au pacte social, pourvu qu'ils soient de la profession, qu'ils le prouvent et que la situation de l'association ne rende pas leur admission absolument impossible.

Art. 16. Toutefois, si les travaux de l'association étaient en souffrance et qu'après avoir fractionné le travail il ne fût plus possible de le diviser encore, les sociétaires les moins nécessaires, et, après eux, les derniers admis se retireraient momentanément, mais ils n'en conserveraient pas moins leurs droits aux secours fraternels et aux bénéfices, pourvu qu'ils soient toujours prêts à revenir travailler au sein de l'association dès qu'elle les appellera.

Art. 17. Chaque membre est toujours libre de se retirer de l'association. Réciproquement, chaque membre peut être suspendu et même rayé des cadres, s'il ne se conforme pas aux règlements de l'association.

Si la retraite est volontaire et faite sans autorisation de la direction, l'associé n'aura aucun droit à la répartition des bénéfices.

Si la retraite est due à une cause de force majeure, et si le sociétaire a travaillé un semestre entier depuis le dernier partage, en remplissant les conditions imposées par l'art. 62 du présent pacte, il conservera ses droits à la répartition.

Le sociétaire exclu perdra tous droits aux bénéfices.

Art. 18. Nul associé ne pourra, qu'après une année révolue depuis sa retraite, soit pour son propre compte, soit pour le compte d'autrui, aux opérations désignées dans le titre 2, à peine de 200 fr. de dommages-intérêts envers l'association.

Si le sociétaire est membre de l'un des trois comités, ou s'il est employé au jour, au mois ou à l'année, les dommages-intérêts seront portés à 1,000 francs.

Ils seront portés à 5,000 francs si le contrevenant est directeur-délégué de l'association.

Art. 19. Tous les sociétaires, hommes et femmes, sont également admissibles aux fonctions sociales, à l'exception toutefois des fonctions de directeur, qui seront, quant à présent, exercées exclusivement par des hommes.

L'association n'admet, dans ses choix, aucune autre distinction que celle des vertus et des talents.

Librement élus par l'association, ces différents fonctionnaires doivent être respectés et obéis comme de bons pères de famille.

Art. 20. Les règlements intérieurs, émanés de la direction et des divers comités, sont également obligatoires pour tous les membres de l'association.

Ils peuvent prononcer l'exclusion pour des motifs déterminés.

Les amendes prononcées par ces règlements font accroissement à la caisse de secours.

TITRE V. — Apprentissage.

Art. 21. L'association s'interdit momentanément de prendre aucun apprenti de la profession de *chemisier*.

Un projet de règlement spécial sera ultérieurement dressé par la direction et soumis à l'approbation de l'assemblée générale des travailleurs associés.

Ce règlement sera rendu exécutoire au 1^{er} janvier 1850, au plus tard.

TITRE VI. — Capital social.

Art. 22. Les admissions dans l'association devant être permanentes, le capital social est indéfini comme le nombre des sociétaires.

Art. 23. Ce capital se compose de la somme totale des cotisations fixées à cinquante francs par chaque associé et représentées par autant de titres spéciaux.

Les cotisations pourront être portées à cent francs par le conseil de famille, en raison du développement des opérations de l'association.

Art. 24. Pour faciliter la formation du capital social et permettre à l'association d'attendre la rentrée intégrale des cotisations (art. 28), elle acceptera les prêts ou avances à titre gratuit (1) que, par application du

(1) Ces prêts sont réglés par les art. 1892 et suiv. du Code civil. Ils ne devront jamais excéder la somme des

dogme de la fraternité humaine et jalouse de concourir au bien-être des travailleurs-associés, toute personne consentirait à lui faire dans les termes de l'art. 29.

Ces prêts ou avances seront pareillement représentés par des titres spéciaux.

TITRE VII. — Constitution et durée de l'Association.

Art. 25. L'association est présentement constituée, mais ses opérations ne commenceront que du jour où les cotisations ainsi que les prêts ou avances auront produit un capital numéraire de quinze francs, en moyenne, par chaque sociétaire.

Art. 26. La durée de l'association est fixée à quatre-vingt-dix-neuf ans.

A l'expiration de son terme, elle pourra être continuée par ceux des sociétaires, quel qu'en soit le nombre, qui désireraient rester en association.

TITRE VIII. — Cotisations, prêts ou avances à titre gratuit.

Art. 27. Les titres de cotisations seront nominatifs et tous de cinquante francs. Ils seront extraits d'un livre à souche, numérotés et signés par l'un des directeurs-délégués.

Art. 28. Le montant en sera payable, en totalité ou par à-compte, en espèces ou en travaux, au choix des ouvriers et ouvrières de l'association.

Dans cette alternative, il sera remis à chaque travailleur une feuille spéciale pour marquer les à-comptes versés ou les sommes par lui laissées à chaque paie qu'il recevra. Ces abandonnements ne pourront être inférieurs à dix pour cent.

Le titre ne sera délivré au sociétaire qu'après le paiement intégral de la cotisation et en échange de la feuille dont il était porteur.

Art. 29. Les titres de prêts ou avances, à titre gratuit, seront d'une durée annale au minimum et reconnus par des titres extraits d'un livre à souche, numérotés et signés par l'un des directeurs-délégués.

Art. 30. Quelque libéral que soit un semblable contrat, l'association n'en fera pas moins, pendant toute la durée du prêt, *fraternellement et par réciprocité de services*, une remise de cinq pour cent aux prêteurs sur toutes les commandes qu'ils feront pour leur consommation usuelle, mais seulement quand le prêt sera de vingt-cinq francs et au-dessus.

Art. 31. Une remise de cinq pour cent sur leur consommation usuelle sera également faite aux associés ou à leurs conjoints.

TITRE IX. — Administration.

Art. 32. L'association sera administrée par deux directeurs-délégués de la corporation.

Il pourra en être nommé un troisième par l'assemblée générale des sociétaires.

Art. 33. Les directeurs sont élus pour trois années. Ils sont rééligibles.

Art. 34. Trois comités administratifs, ayant des attributions distinctes, sont appelés à prêter le concours de leurs lumières et de leur expérience à la direction, savoir:

Le comité de gérance,

Le comité du travail et du progrès,

Le comité des secours fraternels.

Art. 35. La réunion de ces trois comités forme le conseil de famille ou jury de l'association.

Art. 36. Chaque comité se compose de neuf membres, également délégués de la corporation, et qui seront renouvelés par tiers tous les six mois. Les sortants, désignés par le sort lors des deux premiers semestres, seront rééligibles.

Art. 37. Les directeurs ont, collectivement ou individuellement, les pouvoirs les plus étendus pour administrer l'association et prendre toutes les mesures qu'ils croiront nécessaires ou utiles à sa prospérité.

Ils nomment les chefs d'ateliers, les coupeurs, apprentis, comptables et autres employés, fixent les émoluments à allouer à chaque travailleur employé au jour, au mois ou à l'année, fixent pareillement les prix de main-d'œuvre pour les travaux aux pièces.

Ils ont le droit de suspendre les travailleurs jusqu'à décision du conseil de famille qui, seul, pourra prononcer l'exclusion, s'il y a lieu.

Les directeurs-délégués se conformeront, au surplus, dans leur gestion, aux prescriptions du pacte social, lequel tient lieu de loi entre tous les sociétaires, ainsi qu'aux dispositions du code relatives aux sociétés civiles particulières et qui ne seraient pas contraires à l'esprit comme à la lettre de ce pacte (1).

Art. 38. Les directeurs auront seuls la signature sociale.

Ils devront toujours faire précéder leur signature de ces mots: *les directeurs-délégués de l'association fraternelle des ouvriers et ouvrières de la CHEMISERIE*.

Il leur est interdit, de la manière la plus formelle, de se servir de la signature sociale pour d'autres affaires que celles de l'association.

Art. 39. Si des emprunts à titre onéreux devenaient nécessaires, ils ne pourraient être contractés, pour le

cotisations dont ils ne sont en réalité que les auxiliaires. D'ailleurs, comme ces prêts ne peuvent être contractés pour moins d'un an, on comprend facilement que l'association sera toujours en mesure de les rembourser, après avoir opéré sur le travail les retenues fixées par l'art. 28 du présent pacte.

(1) Voir art. 1841 et suiv. du Code civil,

compte de l'association, que sur l'autorisation du conseil de famille.

Sont exceptés les prêts du gouvernement, spécifiés par le décret du 5 juillet dernier, et que les directeurs sont, dès aujourd'hui, autorisés à contracter aux conditions voulues par la loi.

Art. 40. Les actes de la direction, pris en dehors des prescriptions du pacte social, n'engageront en aucune manière l'association. Ils demeureront à la charge personnelle des directeurs ou de celui d'entre eux qui aurait excédé ses pouvoirs.

Art. 41. Le comité de gérance a pour mission de surveiller, soit pour lui-même, soit par des commissaires pris dans son sein, les opérations de la direction, de vérifier, toutes les fois qu'il le désire, les caisses, les registres, la correspondance et toutes les valeurs de l'association.

Art. 42. Le comité se réunira, de droit, au siège de la société, le premier lundi de chaque mois. Il se fera rendre compte par ses commissaires de la surveillance exercée pendant le mois écoulé. Les directeurs assisteront à ces réunions, devront fournir tous les renseignements qui leur seront demandés et mettre à la disposition du conseil les livres, registres, balances mensuelles et tous les autres documents nécessaires aux vérifications.

Art. 43. Le comité de gérance devra tenir expressément à ce que la direction ne s'écarte en rien du pacte social. Si la moindre dérogation y était remarquée et qu'il le jugeât convenable, il pourrait convoquer le conseil de famille pour qu'il en fût délibéré.

Art. 44. En cas de décès ou de démission de l'un des directeurs, le comité de gérance devra immédiatement convoquer le conseil de famille, afin de pourvoir à son remplacement provisoire.

Art. 45. Le comité devra tenir à ce qu'il soit fait deux inventaires généraux par année, l'un au trente juin, et l'autre au trente-un décembre.

Art. 46. Ces inventaires généraux devront être arrêtés par la direction et vérifiés par le comité de gérance avant la réunion trimestrielle des membres de l'association.

Art. 47. Consulté par les directeurs, qui voudraient mettre leur responsabilité à couvert, le comité de gérance en devra délibérer, et son avis sera porté sur le registre de ses délibérations.

Art. 48. Le comité du travail et du progrès a pour mission de vérifier, soit par lui-même, soit par des commissaires pris dans son sein, le travail des associés, de classer les travailleurs par catégories, et chacun suivant ses capacités, de recevoir les nouveaux modèles, d'apprécier les perfectionnements, de fixer les primes d'encouragement, en regard aux bénéfices que ces perfectionnements auront procurés à l'association, et sans que le montant des primes puisse excéder le vingtième des bénéfices généraux.

Art. 49. Le comité se réunira de droit au siège de la société, le premier mardi de chaque mois. Il se fera rendre compte par ses commissaires de l'état des travaux et du résultat de leurs observations. Les directeurs assisteront à ces réunions et devront fournir tous les renseignements qui leur seront demandés.

Art. 50. Le comité devra pareillement délibérer sur toutes les propositions de la direction, et son avis sera porté sur le registre de ses délibérations.

Art. 51. Le comité des secours fraternels a pour mission de venir en aide aux membres de l'association qui seraient dans le besoin pour cause de chômage, maladies ou infirmités.

Art. 52. Un fonds spécial est affecté à ce service. Il se compose des retenues opérées sur le travail et sur les bénéfices de fin d'année, lesquelles ne pourront excéder 2 pour cent et dont le chiffre sera déterminé par le conseil de famille.

Art. 53. Le comité choisira dans son sein des commissaires qui visiteront les malades, s'assureront de la position nécessaire des associés et distribueront les secours en nature ou en argent.

Un docteur-médecin pourra être attaché à l'association et mis à la disposition du comité, si le conseil de famille le juge nécessaire. Les honoraires alloués par le conseil seront prélevés sur la caisse des secours fraternels.

Art. 54. Le comité se réunira de droit au siège de la société, le premier mercredi de chaque mois. Il se fera rendre compte par ses commissaires du résultat de leur mission. Les directeurs assisteront à ces réunions, fourniront tous les renseignements qui leur seront demandés, indiqueront et mettront à la disposition du comité le montant des retenues opérées pour cet objet pendant le mois précédent.

Art. 55. Le comité pourra, toutes les fois qu'il le croira utile, faire un appel aux associés pour augmenter la somme des secours fraternels.

Les dons seront volontaires.

Art. 56. Il sera tenu pour ce service, une comptabilité spéciale.

Art. 57. Le conseil de famille se réunira deux fois par mois au siège de l'association.

Il statuera, comme jury d'honneur et comme tribunal arbitral, sauf appel devant l'assemblée générale des sociétaires, sur toutes les difficultés survenues entre les associés, fonctionnaires ou autres, tant à raison des affaires sociales qu'à raison de toutes discussions particulières.

Il décidera de la légitimité des causes de retraite ou des faits de maladie.

Il prononcera, sur le rapport des directeurs, l'exclusion des ouvriers s'il y a lieu. Il pourra également indemniser, aux frais de l'association ou même aux frais des directeurs, ceux qui auraient été suspendus sans motifs légitimes.

Il aura le droit de prononcer la révocation et même

l'exclusion de ceux des membres des différents comités qui auraient mérité d'être révoqués et exclus.

Il fixera les émoluments des directeurs. Il pourra les suspendre pour malversation et fautes graves et pourvoir à leur remplacement provisoire en cas de décès ou démission, mais à la charge de convoquer immédiatement tous les sociétaires en assemblée générale pour qu'il en soit délibéré.

Art. 58. L'un des directeurs présidera le conseil de famille, à moins qu'il ne soit lui-même en cause.

En cas d'absence ou d'empêchement des directeurs, le conseil sera présidé par le plus âgé des membres présents.

Toutes les délibérations et décisions du conseil de famille seront portées sur un registre spécial et obligatoires pour tous les membres qu'elles concernent.

Art. 59. Les délibérations des différents comités et du conseil de famille seront prises à la simple majorité des voix. Celles relatives aux suspensions, révocations et exclusions seront prises à la majorité des deux tiers au moins des membres présents.

Les décisions ne seront valables que si, dans les comités, cinq membres, et dans le conseil quinze membres au moins ont pris part aux délibérations.

Il sera remis à chaque membre un jeton de 25 centimes par heure de présence régulièrement constatée. Les travailleurs aux pièces auront seuls droit à cette indemnité de déplacement.

TITRE X. — Fonds de réserve et fonds de retenue.

Art. 60. Il pourra être ultérieurement créé un fonds de réserve et un fonds de retenue sur la proposition soit des directeurs, soit de vingt membres de l'association. (Art. 73.)

La nature, l'importance et la destination de ces fonds seront déterminées par l'assemblée générale des sociétaires.

TITRE XI. — Des bénéfices.

Art. 61. Les frais d'administration et les frais généraux réglés, les bénéfices restant nets, suivant l'inventaire général de fin d'année, seront attribués par une répartition égale aux travailleurs associés qui auront produit 225 fr. de main-d'œuvre au moins dans le courant d'une année.

Art. 62. Tout sociétaire qui n'aura pas produit ces 225 francs (1) de main-d'œuvre lorsque la société ne lui aura pas refusé d'ouvrage ou lorsqu'il n'aura pas fait constater sa maladie, et qui cependant aura produit 150 fr. (2), n'aura droit qu'à une demi-part.

Tout sociétaire qui, dans les mêmes conditions, n'aura pas atteint le minimum de 150 fr. ne pourra aucunement prétendre à la répartition.

Tout travailleur qui, admis dans le courant de l'année, aura travaillé pendant un semestre entier pour l'association et produit moitié de l'une des sommes ci-dessus fixées, aura droit à une fraction égale à la moitié de la part revenant au sociétaire qui, dans les mêmes conditions, aura travaillé pendant l'année entière. Mais s'il a travaillé moins d'un semestre, il ne pourra aucunement prétendre aux bénéfices, quel que soit le chiffre de main-d'œuvre qu'il aura produit.

Les sociétaires employés au jour, au mois ou à l'année participeront également aux bénéfices dans les mêmes termes et s'ils remplissent les mêmes conditions.

Dans tous les cas, si le montant de la cotisation n'avait pas été versé intégralement dans le courant de l'année, le surplus serait prélevé sur la part de bénéfices attribuée au sociétaire en retard.

TITRE XII. — Retraite, décès, mort civile, interdiction ou déconfiture d'associés.

Art. 63. La retraite, l'exclusion, le décès, la mort civile, l'interdiction ou la déconfiture de l'un des associés ne pourra, en aucun cas, entraîner la dissolution de l'association, non plus que l'admission de nouveaux sociétaires.

Art. 64. Les héritiers ou ayant-cause d'un sociétaire ne pourront jamais exiger d'inventaire et d'apposition de scellés ni provoquer aucune liquidation, lors même qu'il y aurait des mineurs ou autres incapables.

Art. 65. La mise sociale et la part de bénéfice afférente au sociétaire ne pourra être exigée qu'une année après la retraite, l'exclusion, le décès, la mort civile, l'interdiction ou la déconfiture régulièrement constatés par les directeurs, sur la déclaration des parties intéressées, à moins cependant que le conseil de famille n'en décide autrement.

Art. 66. L'association est seule réputée propriétaire de tous les objets actifs en dépendant. En conséquence les créanciers particuliers de l'un des associés ne pourront saisir ou discuter ces objets : ils n'auront que la faculté de faire des actes conservatoires sur leurs débiteurs entre les mains des directeurs délégués et seront tenus de s'en rapporter aux comptes arrêtés entre les associés.

TITRE XIII. — Fin de l'association. Reconstitution.

Art. 67. Si, à l'expiration de son terme, l'association

(1) Les chiffres ont été établis de manière à ce que tout associé pût avoir part entière dans la répartition. C'est 75 centimes par jour, multipliés par 300 jours de travail ou 225 fr. seulement qu'il devra produire pour atteindre ce résultat.

(2) Ou 50 centimes multipliés par 300 jours de travail.

se trouve continuée, ainsi qu'il a été dit plus haut (art. 25), tous les objets actifs qui en dépendront seront attribués à la nouvelle société, ainsi que le fonds de retenue s'il en existe.

Art. 68. Au cas où la société ne serait continuée d'aucune manière par les associés, il serait procédé à une liquidation générale et définitive des affaires sociales, selon les règles du droit civil, et le reliquat actif serait versé dans la caisse centrale des associations ouvrières ou comptoir de travail, pour être appliqué, autant que possible, à l'amélioration du sort des femmes.

TITRE XIV. — Des assemblées générales.

Art. 69. Le pouvoir social réside dans l'assemblée générale.

Art. 70. L'assemblée générale des sociétaires aura lieu tous les semestres dans les mois de juillet et de janvier de chaque année.

Toutes convocations seront faites par la publication dans deux journaux des plus répandus, et les publications devront précéder de quinze jours celui fixé pour la réunion.

Art. 71. Nul ne pourra faire partie de l'assemblée générale s'il ne s'est écoulé plus d'un semestre depuis son admission dans l'association.

Chaque sociétaire, pour entrer dans la salle des réunions, devra présenter une carte délivrée par la direction et portant le numéro d'ordre du sociétaire.

Art. 72. Les directeurs présenteront à l'assemblée générale l'inventaire semestriel et feront un rapport sur la situation de la société.

L'approbation de l'assemblée vaudra décharge des actes de la direction.

Art. 73. Toute proposition appuyée par plus de vingt sociétaires pourra être discutée en assemblée générale.

Art. 74. L'assemblée générale statuera en outre comme tribunal arbitral et en dernier ressort, sur l'appel de toutes décisions émanées des directeurs, des comités ou du conseil de famille.

Art. 75. Les délibérations de l'assemblée générale seront prises à la simple majorité des voix exprimées.

Les révocations ou exclusions ne pourront être prononcées qu'à la majorité des deux tiers des membres présents. Il en sera de même pour les changements, modifications, additions ou suppressions à apporter au pacte fondamental de l'association.

Art. 76. Il sera dressé sur un registre spécial procès-verbal de chaque réunion signé par les membres du bureau et les directeurs délégués de l'association, et les délibérations prises en assemblée générale deviendront obligatoires pour tous les sociétaires présents ou non présents.

TITRE XV. — Dispositions particulières.

Art. 77. Sont nommés aux fonctions de directeurs-délégués de l'association, par l'assemblée générale de ce jour, les citoyens A. Souplet et J. Leinen.

Art. 78. Sont également nommés par l'assemblée générale de ce jour, aux fonctions de membres du comité de gérance, les citoyens Lebrun, Périn, Raux, Gouin, Bénard, Checard, Froment, et les citoyens Roussel et Griellens.

Art. 79. Dans la plus prochaine assemblée générale, il sera procédé à l'élection des membres du comité du travail et du progrès, et de ceux du comité des secours fraternels.

Jusqu'à cette élection, leurs fonctions seront remplies par les membres du comité de gérance, à qui les sociétaires confèrent tous pouvoirs à cet égard.

Art. 80. Chaque sociétaire déclare que le présent pacte fondamental, discuté en assemblée générale, les 24, 27 et 29 décembre courant, et adopté à l'unanimité dans cette dernière séance, renferme l'expression des volontés collectives de tous les membres de l'association, et qu'il sera exécuté de bonne foi par chacun d'eux.

Chaque sociétaire déclare également renoncer de la manière la plus expresse à tous droits et exceptions que les lois françaises pourraient établir en sa faveur, contrairement aux dispositions ci-dessus.

Art. 81. Le présent pacte sera, en temps utile, soumis aux formalités de l'enregistrement par les directeurs, qui pourront également en opérer le dépôt chez un notaire dès qu'ils le jugeront convenable.

Fait, en autant d'originaux qu'il y a de parties contractantes, à Paris, ce vingt-neuf décembre mil huit cent quarante-huit.

(Suivent les signatures.)

Pour copie conforme :

Les directeurs-délégués de l'Association fraternelle des ouvriers et ouvrières de la chemiserie,

A. SOUPLET. J. LEINEN.

LE FRANC MAÇON, revue mensuelle.

Un an, 6 fr. Départements, 7. Etranger, 9.

Annonces réservées aux frères, 50 c.

Quai des Orfèvres, 58, à Paris.

— Le 6^e et le 7^e numéro sont sous presse. Avis aux FF. —

Le gérant, LÉOPOLD GRAFFIN.

Imprimerie POTSSIEGUTZ, rue du Croissant, 12.